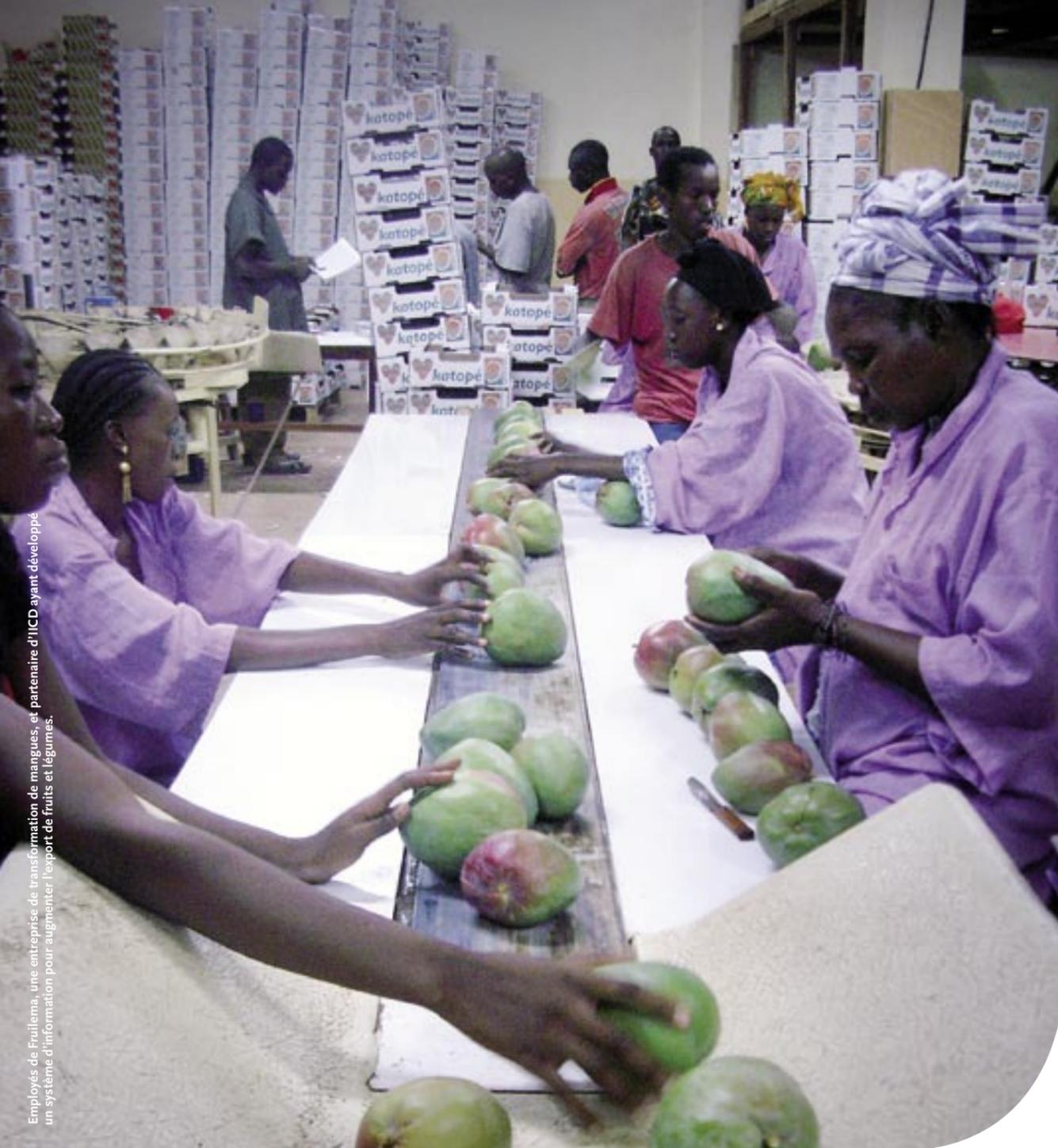


Rapport Annuel 2007

Résumé Exécutif





Employés de Fruillema, une entreprise de transformation de mangues, et partenaire d'IICD ayant développé un système d'information pour augmenter l'export de fruits et légumes.

L'IICD a pour mission d'aider les pays en développement à créer des solutions pratiques et viables pour connecter les citoyens et leur faire profiter des bienfaits des TIC afin d'améliorer leur niveau et leur qualité de vie. Avec ses partenaires du secteur public, privé ou associatif, l'IICD met les connaissances, les innovations et les moyens financiers au service de l'éducation, de l'environnement, de la gouvernance, de la santé et des moyens de subsistance dans l'agriculture. En 2007, l'IICD a suivi la voie tracée dans son cadre stratégique pour 2006-2010, qui cherche avant tout à intégrer les TIC dans les processus des organisations partenaires des projets et à développer des programmes de développement facilité par les TIC à grande échelle, avec le soutien de partenariats public/privé.

Depuis dix ans, l'IICD soutient des programmes de développement facilité par les TIC dans neuf pays – la Bolivie, le Burkina Faso, l'Équateur, le Ghana, la Jamaïque, le Mali, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie. Dans les neuf cas, ces programmes étaient toujours en cours en 2007. Ensemble, ils ont donné naissance à plus de 130 projets, programmes et processus de prise de décision pour des activités allant du renforcement des capacités au lobbying en passant par l'échange des connaissances, le plaidoyer et la sensibilisation. La plupart des programmes-pays ont entamé leur phase finale en 2007, ce qui signifie qu'une masse critique d'au moins quatre à cinq projets sur le terrain a été atteinte – autant de projets qui ont pu fonctionner indépendamment de l'IICD et démontrer la valeur ajoutée de l'IICD pour des secteurs bien particuliers. Le rôle de l'IICD prend par conséquent une dimension nouvelle : les aspects liés au soutien financier, technique ou opérationnel direct qu'il assurait aux partenaires locaux sont désormais davantage confiés à des partenaires locaux spécialisés en ces matières. De son côté, l'IICD assume progressivement une mission de conseil pour les programmes et les politiques de développement facilité par les TIC et une mission d'intermédiaire pour le partage des connaissances et les financements. L'IICD est également soucieux de faciliter la réalisation de sa stratégie sur le terrain. Pour ce faire, il s'est engagé à concrétiser un nombre d'objectifs en termes d'organisation – lever davantage de fonds, accroître la visibilité de l'IICD et renforcer l'organisation *via* notamment l'obtention d'une certification qualité.

L'IICD sur le terrain

L'IICD aura atteint en 2007 la plupart des objectifs et des cibles fixés pour ses interventions de terrain dans le cadre stratégique 2006-10 « Tirer le meilleur parti possible de l'expérience des TIC pour le développement ». Au cours de cette période, le portefeuille de projets de développement facilité par les TIC concrétisés sur le terrain est passé de 120 à 138. Près de 700 000 utilisateurs actifs ont bénéficié directement des équipements TIC et des informations fournies par les projets élaborés et mis en place par les organisations partenaires locales dans les différents pays. Ce chiffre est bien supérieur aux prévisions initiales. La plupart des utilisateurs savaient déjà se servir d'un ordinateur ou ont pu ainsi acquérir des compétences TIC de base. Les programmes ont par ailleurs touché près de 6 400 000 bénéficiaires indirects, les fameux « utilisateurs passifs » de l'information. La plupart des personnes ayant bénéficié des projets faisaient partie du premier groupe cible de l'IICD, à savoir les personnes défavorisées n'ayant pas ou peu d'éducation formelle, celles qui gagnent des revenus inférieurs à la moyenne et les habitants des zones rurales et reculées pratiquement privés d'accès aux services publics de base comme la santé ou l'éducation.

Le portefeuille global de projets étant quasiment plein, avec dans chaque pays des regroupements de projets en deux à trois secteurs, l'IICD n'a organisé que quelques ateliers tables rondes en 2007. Au courant de l'année il a privilégié le partage des connaissances et le soutien aux partenaires locaux de formation, afin de renforcer leurs capacités organisationnelles et institutionnelles, et afin de former les utilisateurs finaux. Pour accroître l'impact et la portée de ses travaux, l'IICD s'est

appuyé sur les expériences acquises lors de projets visant à développer avec les partenaires des programmes de développement facilité par les TIC à grande échelle. Il s'est également inspiré de son expérience auprès des ministères de plusieurs pays cibles pour les aider à formuler et à mettre en œuvre des stratégies et des politiques TIC au niveau national et sectoriel.

Éducation

En 2007, l'IICD a soutenu 31 projets, programmes et processus politiques dans le secteur de l'éducation en Bolivie, au Burkina Faso, au Ghana, en Jamaïque, au Mali, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie. Ces projets cherchaient à intégrer systématiquement les TIC dans les écoles primaires et secondaires ainsi que dans les écoles normales et les établissements de formation professionnelle. La plupart des projets de l'IICD ont porté sur l'amélioration de l'accès aux informations et, en particulier, sur les supports didactiques mais aussi sur l'optimisation générale de l'enseignement et de l'apprentissage. Pour ce faire, les enseignants ont été formés à l'élaboration de supports numériques pertinents pour les populations locales. Là où l'accès Internet était fonctionnel et peu coûteux, l'IICD a privilégié le réseautage entre enseignants, afin de leur permettre d'échanger expériences et contenus. D'autres projets se sont efforcés d'appuyer l'apprentissage interculturel entre élèves venus des quatre coins du monde et d'améliorer l'efficacité du secteur de l'éducation en introduisant les TIC dans les processus de planification et d'administration. L'IICD a également soutenu des ministères de l'Éducation en les aidant à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et stratégies sectorielles pour les TIC.

Au total, les projets ont concerné quelque 150 établissements et près de 350 000 enseignants, élèves, parents et personnel de support. Fin 2007, une évaluation de 18 des 30 projets réalisés en Bolivie, au Burkina Faso, au Ghana, en Tanzanie et en Zambie depuis cinq ans a fourni à l'IICD une masse de leçons précieuses sur l'utilisation des TIC dans l'éducation. En un an, les projets ont réussi à accroître le niveau de participation des enseignants et des élèves des écoles rurales, qui est passé de 24 % en 2006 à 29 % en 2007. La participation des femmes est restée stable, à 41 %. La sensibilisation et l'autonomie des enseignants et des élèves semblent avoir considérablement progressé. En même temps, l'impact sur la qualité de l'apprentissage et sur le processus didactique considéré globalement a légèrement reculé en 2007, de 68 à 59 %, les élèves y étant plus sensibles que les enseignants.

Pour accroître l'impact et la portée de ses interventions, l'IICD a conseillé au ministère de l'Éducation de Bolivie d'introduire un programme national pour le secteur de l'éducation avec l'appui financier de l'ambassade des Pays-Bas, de l'ASDI et de la DANIDA. L'IICD est intervenu aux côtés d'autres agences conseil – comme la GeSCI – dans le domaine du renforcement des capacités et du suivi-évaluation. En Jamaïque, un partenariat public/privé – avec la Jamaica Collaborative for Universal Technology Education (J-CUTE) – est en train d'élaborer un programme national de formation des enseignants. Le Burkina Faso, la Tanzanie et la Zambie ont également formulé des politiques d'éducation.



Gouvernance

En 2007, l'IICD a soutenu 24 projets, programmes et processus politiques dans le secteur de la gouvernance en Bolivie, au Burkina Faso, au Ghana, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie. Ces projets ont aidé les communautés locales à exprimer leurs besoins, à mieux connaître les services publics et à faire pression sur les décideurs en vue d'instaurer un dialogue permanent. Certains projets ont également contribué à améliorer l'efficacité des autorités, en mettant les TIC au service des flux d'information et du travail.

Ces projets ont concerné quelque 27 000 utilisateurs actifs – pour l'essentiel des fonctionnaires et du personnel technique d'organisations de la société civile. Onze projets ont fait l'objet d'une enquête puis d'une analyse en 2007. L'enquête a montré que les niveaux de satisfaction, de sensibilisation et d'autonomie n'avaient pas évolué par rapport aux années précédentes, se situant entre 60 et 80 %. De toutes les initiatives facilitées par les TIC dans les différents secteurs d'intervention de l'IICD, l'impact sur les indicateurs sectoriels – dont l'efficacité de l'administration et la transparence des informations gouvernementales – a été le plus fort.

Deux projets de e-gouvernance ont servi de modèle pour l'intégration future des TIC au niveau des districts. En Tanzanie, des plans ont été conçus pour reproduire un projet mis en œuvre dans le district de Kinondoni et qui cherche à améliorer les flux d'information entre les bureaux gouvernementaux au niveau local. En Ouganda, un projet du même genre, baptisé Districtnet, a inspiré plusieurs partenaires au développement ainsi que le ministère des Collectivités territoriales et a servi de point de départ pour une transposition dans tout le pays.

Santé

En 2007, l'IICD a soutenu 17 projets, programmes et processus politiques dans le secteur de la santé au Ghana, au Mali, en

Ouganda, en Tanzanie et en Zambie. Les projets ont concerné l'utilisation des TIC dans les systèmes d'information pour la gestion de la santé (SIGS) afin de gérer les informations sanitaires, en particulier dans les hôpitaux, pour optimiser l'organisation des patients, des financements, des médicaments, des traitements et des maladies. Il s'agissait aussi de fournir des outils de communication pour les consultations entre médecins et spécialistes et d'améliorer ce faisant les diagnostics et le traitement des patients. Enfin, certains projets cherchaient à contribuer à la mise au point de manuels de meilleure qualité pour la formation continue du personnel médical, dans le même sens que les applications développées dans le secteur de l'éducation.

Les programmes de santé ont concerné près de 60 centres de santé et hôpitaux régionaux départementaux, leur portée s'étant rapidement étendue à d'autres établissements. Les 52 000 utilisateurs actifs des TIC comprenaient différents groupes de personnel de santé – dont les administratifs, des médecins et des infirmiers. Une enquête menée en 2007 sur plusieurs projets de santé a révélé une nette augmentation de la participation des femmes par rapport aux autres secteurs – ce qui peut s'expliquer par leur présence massive parmi les personnel de santé, notamment aux postes les moins qualifiés. La plupart des utilisateurs (82 %) étaient des ruraux. D'une manière générale, les utilisateurs du secteur font preuve d'un vif intérêt personnel – au-delà de l'intérêt professionnel – pour développer leurs capacités, notamment en matière de TIC. Après une nette augmentation en 2006, un peu plus de 50 % des participants a à nouveau indiqué en 2007 que les projets TIC contribuaient directement à des services de santé plus efficaces et plus pertinents.

Pour exploiter cette expérience, l'IICD a participé à un processus d'élaboration de politique dans le cadre plus large du soutien qu'il apporte aux politiques nationales de TIC. En

'Nous pouvons utiliser les TIC pour améliorer les applications du Coursus et améliorer la qualité de l'éducation'

Ouganda et en Tanzanie, l'IICD a initié un programme TIC pour la santé à grande échelle, ensemble avec les principales organisations confessionnelles et l'ONG néerlandaise Cordaid.

Moyens de subsistance

En 2007, les moyens de subsistance ont une fois encore été le principal secteur d'activités de l'IICD, avec un total de 65 projets, programmes et politiques. Les projets ont touché près de 180 000 utilisateurs actifs et pas moins de 2 500 000 bénéficiaires. Ces utilisateurs sont avant tout des petits exploitants et des associations agricoles, des négociants et des organisations commerciales et de petites et moyennes entreprises, informelles pour la plupart. Les utilisateurs ont accès à ces projets par le biais de centres d'information connectés à Internet, de services itinérants, de programmes de radio et de télévision rurales et de communication par RAC. En général, les projets cherchent à fournir des informations aux agriculteurs sur les intrants, sur les prix du marché et sur l'offre et la demande ; à échanger des informations scientifiques et expérimentales à propos des techniques de production traditionnelles et modernes ; et à proposer des services d'appui aux entreprises basés sur les TIC, à l'instar d'outils multimédias pour planifier, gérer, commercialiser et promouvoir les produits.

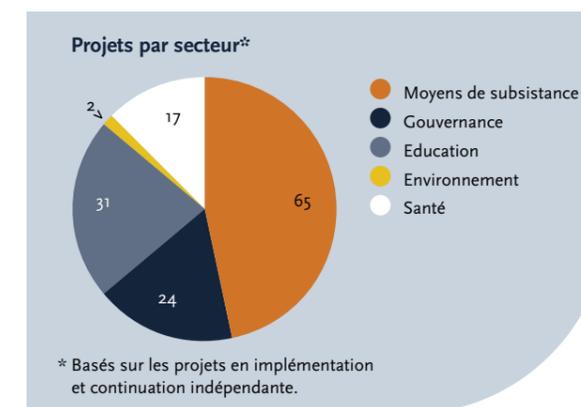
Une analyse menée sur 23 projets montre que la progression de l'implication et de la participation des petits exploitants dans les zones rurales s'est poursuivie en 2007. Les utilisateurs sont par ailleurs extrêmement satisfaits des équipements TIC des projets et notamment de l'accès aux centres d'information et à Internet. Sans surprise, l'impact économique lié à l'utilisation des TIC s'est révélé là encore être le plus important de tous les secteurs d'activité où intervient l'IICD puisque l'objectif de la plupart des projets ayant trait aux moyens de subsistance est spécifiquement d'augmenter les revenus. Les

projets ont également obtenu un impact important en termes d'efficacité, de coopération et de productivité. Il est intéressant de noter que l'impact semble être le même pour les hommes et pour les femmes : les TIC sont visiblement pertinentes pour les deux groupes d'utilisateurs.

Pour accroître l'impact et la portée de ses activités, l'IICD a démarré une prestation de conseil auprès du ministère bolivien de l'Agriculture. Il s'agit d'élaborer un système d'information sur le régime foncier et de bâtir un portail consacré à l'agriculture. À Santa Cruz, l'IICD aide le gouvernement départemental à formuler un programme d'information agricole couvrant 15 provinces. Au Ghana, l'IICD appuie le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture pour élaborer une politique TIC pour le secteur agricole. En Ouganda, les agences d'exécution dépendant du ministère du Tourisme, du Commerce et de l'Industrie sont en train de formuler une série de programmes. En même temps, une collaboration a été engagée avec l'ONG néerlandaise SNV pour reproduire l'un des projets de l'IICD – l'UCE (la bourse aux marchandises de l'Ouganda).

Approfondir et consolider nos connaissances

L'IICD reste fidèle à son approche d'exploitation des leçons apprises sur le terrain et de partage de ces connaissances entre partenaires locaux d'un pays et entre acteurs internationaux du développement. Ces leçons sont réinvesties afin d'améliorer les pratiques de développement facilité par les TIC qui, en dernier ressort, contribueront à accroître l'impact des TIC pour le développement. En 2007, l'IICD s'est efforcé de capitaliser les leçons concernant l'accès en milieu rural, la santé, les politiques de développement facilité par les TIC et l'e-gouvernance. Un certain nombre de produits pour l'échange d'information ont été réalisés, notamment autour de l'accès dans les zones rurales. En 2007, les réseaux nationaux de TIC pour le développement dans les pays cibles ont également engagé une révision, appelée à devenir périodique, des solutions et des défis de connectivité qui leur sont propres. Certains ouvrages ont porté sur d'autres thématiques – comme l'élaboration de politiques TIC (publication produite avec les partenaires pour l'échange d'informations, APC et Communication Initiative) ou la santé (rédaction d'un rapport thématique conjoint IICD/Cordaid sur les SIGS et rédaction d'une thèse de maîtrise sur les projets SIGS de l'IICD par une étudiante de l'université d'Amsterdam). Une étude intitulée



TIC pour l'éducation : Impacts et leçons tirées des activités de soutien de l'IICD à l'éducation est parue en novembre 2007, juste à temps pour la troisième conférence sur le savoir mondial (GK3), en décembre.

Afin de mieux partager les connaissances réunies, l'IICD a exploité différents canaux de communication, dont les supports imprimés (à l'image des ouvrages cités ci-dessus), les plateformes de communication en ligne (iConnect, Dgroups ou ltrainonline par exemple) et les conférences, séminaires, symposiums internationaux consacrés aux TIC pour le développement. Soucieux de promouvoir plus spécialement l'échange transnational de connaissances entre partenaires locaux, l'IICD a organisé une manifestation internationale en Tanzanie – le *Cross-Country Learning Event* (CCLE) – consacrée aux expériences des partenaires du secteur de la santé faisant appel aux TIC.

Toujours désireux de stimuler les échanges internationaux de connaissances et la constitution d'expertise entre acteurs du développement sur l'utilisation des nouveaux outils Internet pour améliorer l'efficacité du travail en réseau, de la collaboration et de l'échange des connaissances – le Web 2.0 – l'IICD a co-organisé en 2007 la première conférence Web2forDev (Web collaboratif pour le développement) consacrée à l'agriculture, au développement rural et à la gestion des ressources naturelles. Cette conférence, due à l'initiative de CTA, était co-organisée par l'IICD, la FAO, la GTZ, l'APC, le secrétariat du groupe ACP, Euforic, l'université Cheikh Anta Diop, l'université Okanagan de Colombie-Britannique, Dgroups, le FIDA et le CGIAR.

Évolution de l'IICD

En 2007, l'IICD comptait 32 salariés (18 femmes et 14 hommes) – soit 28,21 personnes en équivalent temps complet. À 8 %, le taux de renouvellement du personnel est très proche de celui observé en 2006. Le taux d'absentéisme a légèrement augmenté, passant à 2,92 % contre 2,78 % en 2006 – mais il reste largement inférieur aux 5,59 % enregistrés en 2005.

Avec le développement indispensable des structures et de l'organisation pour suivre l'évolution des interventions sur le terrain – qui passent de la gestion de projet, de la formation et de l'accompagnement à des activités de conseil, de formation et d'accompagnement sur les programmes et politiques TIC pour le développement – la gestion des ressources humaines faisait encore partie des priorités de l'IICD en 2007. L'amélioration des dispositifs de reddition de comptes et de responsabilité a occupé elle aussi une place importante. Pour ce faire, un nouveau système de gestion de l'information a été mis au point, qui permet au personnel sur le terrain de gérer les informations relatives à leurs activités sur une plateforme unique. Résultat, le processus de rapportage trimestriel au Conseil s'est amélioré, entraînant dans son sillage l'amélioration des informations transmises aux responsables, indispensables pour les décisions stratégiques. Les bailleurs de fonds ont aussi bénéficié de cette amélioration, puisque le nouveau système permet de présenter rapidement les services fournis. Ces informations aident aussi le département chargé de la communication institutionnelle à mettre à jour ses publications.

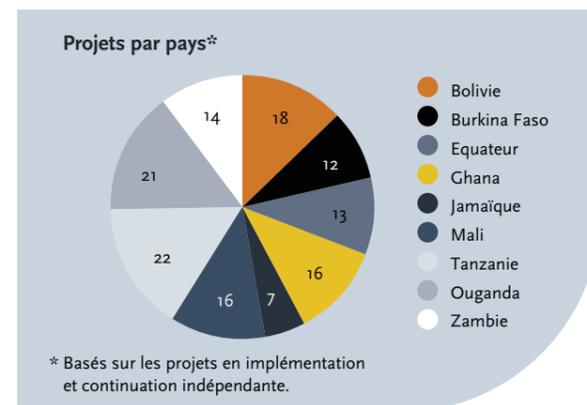
‘Il nous permet d'être à jour par rapport aux informations. Grâce à l'internet nous sommes en contact avec les centres régionaux’

Une grande étape a été franchie en matière de contrôle qualité, l'IICD ayant obtenu sa certification ISO 9001:2000 en 2007. La gestion de la qualité est désormais solidement ancrée dans l'organisation.

Partenariats

Pour exploiter au mieux son travail sur le terrain, l'IICD a toujours privilégié les alliances opérationnelles et stratégiques avec des partenaires de pays du sud et du nord, qu'ils appartiennent au secteur public, au secteur privé ou au monde associatif. Les partenariats facilitent les échanges d'informations, apportent des expériences bien spécifiques et permettent de trouver les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des programmes-pays. En 2007, l'IICD s'est attaché à conclure de nouveaux partenariats afin d'obtenir des fonds supplémentaires. Il n'a pas pour autant négligé les partenariats existants.

La Direction générale des Pays-Bas pour la coopération internationale (DGIS) reste le premier partenaire financier de l'IICD. Parallèlement, l'IICD a également collaboré avec de



Enfants montrant ce qu'ils ont appris lors de sessions de formation organisées par l'IICD, dans le domaine de l'eau et l'hygiène. Appuyé par l'IICD, l'ONG 'Solidarité' utilise les TICs comme un outil de dissémination pour les questions d'hygiène et de traitement de l'eau dans la zone rurale de Bokin, au Burkina Faso.

multiples partenaires issus de différents secteurs, nationaux et internationaux. Aux Pays-Bas, l'IICD a approfondi ses relations avec ses partenaires actuels du monde associatif : Cordaid, Hivos et PSO. Il a gagné deux nouveaux partenaires, War Child et TNO. Dans le secteur privé, l'IICD a reconduit ses partenariats avec Manobi, Inter Access et Cap Gemini et établi de nouvelles relations avec Altran et Atos Origin Learning Solutions.

L'IICD a également réussi à intéresser de nouveaux partenaires œuvrant pour le développement sur un plan international. Il a poursuivi sa collaboration avec la Direction du développement et de la coopération (DDC, Suisse) mais n'a pas encore réussi à trouver un remplaçant au Department for International Development (DfID, Royaume-Uni) avec lequel l'accord de six ans a pris fin par suite de changements organisationnels au sein du DfID. Quoiqu'il en soit, des discussions ont été engagées avec des bailleurs de fonds internationaux qui devraient selon toute vraisemblance déboucher sur un nouveau partenariat en 2008. En termes d'échange d'informations, un nouveau partenariat a vu le jour avec CTA et la collaboration avec APC, Communication Initiative, GeSCI, OneWorld International, PSO, Bellanet, INTRAINonline, BCO, Dgroups et l'Alliance mondiale pour le savoir (AMS) se poursuit.

Situation financière

Pour l'année considérée, l'IICD a disposé d'un revenu global de 5 999 012 euros. L'essentiel de ces fonds a été apporté par la DGIS. La subvention de la DGIS court depuis 2006 et se poursuivra jusqu'au 31 décembre 2010. Le total des fonds apportés en 2007 par les autres partenaires – DfID, DDC, secteur privé, et organisations néerlandaises sans but lucratif (Cordaid, Hivos et PSO) – a atteint 24 %.

Prévisions

Pour l'année à venir, l'IICD poursuivra sa stratégie actuelle et l'intégration des projets (ou leur alignement) dans des programmes de développement à l'échelon national financés par les gouvernements ou les bailleurs de fonds. L'IICD prévoit de parvenir à un taux d'indépendance de fonctionnement de ses projets de 50 %. Pour accroître l'impact et la portée de ses travaux, l'IICD s'efforce également d'intervenir au niveau sectoriel dans les pays cibles sur deux ou trois programmes de TIC pour le développement.

En outre, l'IICD poursuivra ses efforts de documentation des expériences et des leçons tirées de ses interventions sur le terrain. En 2008, les thèmes privilégiés seront l'éducation, les moyens de subsistance, la santé, le renforcement des capacités et l'innovation (ce qui impliquera d'accorder la priorité aux solutions adaptées et viables pour l'accès dans les zones rurales et l'application d'outils web innovants). Afin de stimuler le partage interne de connaissances et la constitution de son expertise, l'IICD va instaurer des communautés d'apprentissage thématique ainsi que des forums de discussion pendant lesquels le personnel de l'IICD pourra échanger ses expériences liées à tel ou tel thème.

En ce qui concerne la stratégie organisationnelle, l'IICD poursuivra la voie actuelle de renforcer l'organisation, d'accroître sa visibilité mais aussi lever de nouveaux fonds et de mobiliser des experts grâce à ses partenariats. L'IICD espère bien nouer en 2008 au moins un nouveau partenariat avec une ONG – encore non identifiée – et un bailleur de fonds institutionnel. Les partenariats public/privé restent essentiels pour acquérir des technologies novatrices et obtenir des fonds.

Pour l'équipe de gestion
Mme Caroline Figuières, directeur général

Boîte Postale 11586
2502 AN La Haye
Pays-Bas

l'adresse de visite:
Raamweg 5
2596 HL La Haye
Pays-Bas

T. +31 (0)70 - 311 73 11
F. +31 (0)70 - 311 73 22
E. information@iicd.org
www.iicd.org

Profil d'IICD

Sous réserve de disposer des bons outils, les habitants des pays en développement peuvent améliorer sensiblement le niveau et la qualité de leur vie. Pour atteindre leurs objectifs, ils doivent en particulier avoir un meilleur accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). C'est la raison pour laquelle l'Institut international pour la communication et le développement (IICD) crée des solutions pratiques et viables pour connecter les gens et leur donner accès aux TIC. En tant que fondation indépendante sans but lucratif, l'IICD apporte à ses partenaires du secteur public, privé ou associatif des connaissances, des innovations et des moyens financiers. Ensemble, nous pouvons faire la différence.

L'IICD intervient en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, où il crée et renforce les opportunités de développement dans l'éducation, la bonne gouvernance, les moyens de subsistance, la santé et l'environnement. Son approche consiste notamment à agir comme intermédiaire entre les organisations locales, nationales et internationales mais aussi à formuler et implanter des politiques et des projets de développement reposant sur les TIC.

L'IICD a été créé en 1996 par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Ses principaux bailleurs sont la Direction générale des Pays-Bas pour la coopération internationale (DGIS), Le Département de Coopération Internationale d'Angleterre (DFID) et l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC).

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site de l'IICD: www.iicd.org

Cette publication est extraite du rapport annuel de 2007 de l'IICD. Pour plus d'informations ou pour recevoir la version intégrale du rapport (en anglais), veuillez contacter IICD, La Haye.

Copyright IICD © Mai 2008

Cover: Photo prise durant une réunion de groupe de focus tenue a Sikasso, au Mali. La réunion regroupait deux projets ruraux pour partager et tirer des leçons des résultats d'évaluation conduites précédemment.